



Motion générale

Fier·es d'être·s acteur·trices du Service Public, Fier·es d'être·s acteur·trices de l'Enseignement agricole et maritime Public, Fier·es d'être·s des militant·es du SNETAP-FSU syndicat de lutte, de transformation sociale, tel est l'esprit dans lequel le SNETAP-FSU s'est réuni en congrès du 25 au 27 mars 2026 à Brie Comte Robert.

Mais, alors que les contextes politiques, économiques, environnementaux sont particulièrement troubles et anxiogènes ; alors que les politiques gouvernementales toujours plus droitières, toujours plus au service des lobbies agro-industriels se multiplient, alors que les attaques contre le Service Public sont toujours plus nombreuses...la sidération des agents et agentes est réelle.

Le SNETAP-FSU réuni en congrès veut mobiliser son énergie, participer aux mobilisations collectives et rejoindre les résistances en cours !

Entre atteinte au droit international et logique guerrière mortifère

Après la capture du président du Venezuela Maduro et la politique américaine dans les Caraïbes notamment à Cuba, l'escalade guerrière avec le déclenchement de la guerre en Iran, attaque conjointe israélo-étatsunienne, qui se propage dans les pays du Golfe, rebat les cartes géopolitiques et économiques, de la région et au-delà. Nous sommes rentrés dans une ère de mépris constant du droit international et des populations civiles dont le Génocide à Gaza qui s'étend à la Cisjordanie et la guerre en Ukraine étaient déjà les témoins terrifiants.

Dans ces pays en guerre, le bilan humain est très lourd et les conséquences humanitaires sont catastrophiques.. Sur les marchés mondiaux, le cours du pétrole s'envole ainsi que le prix du gaz européen entraînant les Etats dans une guerre économique qui risque d'être longue et à impacts forts sur le pouvoir d'achat des citoyen·nes. Dans ce conflit, même si la France ne cesse de rappeler qu'elle reste dans une position défensive, la course aux armements et les efforts budgétaires conséquents dans ce domaine, montrent la logique guerrière de Macron.

Avec la FSU, le SNETAP-FSU dénonce ces atteintes au droit international, cette trumpisation du monde aux conséquences humaines, économiques et environnementales catastrophiques. Il appelle à participer à toutes les mobilisations en faveur de la paix, des cessez-le feu immédiats et porte une Éducation à la Paix, comme il dénonce les logiques de guerre. Il dénonce la loi YADAN, loi d'instrumentalisation (par la Droite française), qui est une atteinte insupportable à la liberté d'opinion et d'expression en assimilant critique de la politique de l'Etat d'Israël à une forme renouvelée d'antisémitisme.

Se soulever pour résister au fascisme

Le tapis rouge déroulé aux ED dans le monde, par les gouvernements successifs et les médias en France qui les traitent comme des interlocuteur·trices légitimes, l'abandon des populations précaires, ont légitimé et laissé s'installer les idées nauséabondes du fascisme aujourd'hui banalisées, débridées. Ils ont laissé se dérouler la propagande fasciste sur les questions sociales, sur le désarroi d'une société où le capitalisme autoritaire a fait du travail un lieu de perte de sens et de souffrances, où il devient facile et pratique de nommer des boucs émissaires. La question de la démocratie au travail pour lutter contre le fascisme, pour redonner du sens au travail, pour définir une stratégie qui ramène du collectif, doit être notre projet syndical, notre boussole pour lutter contre le fascisme bien présent et à nouveau à l'œuvre.

A l'international et en France, les extrêmes droites s'attaquent aux droits des travailleur·ses de l'éducation, à l'ambition émancipatrice de l'école. Elles sapent les fondements de l'école publique et de la société. Cette vision réactionnaire, antirépublicaine et rétrograde de l'école accentue la ségrégation sociale, en favorisant l'enseignement privé et religieux.

A rebours de leur programme, nous revendiquons une école publique, laïque, forte, garante des valeurs de la République telles que la mixité, la laïcité, la tolérance, l'inclusion, l'ouverture culturelle pour tous et toutes.

Parce que les ED ce sont des libertés en moins, moins de libertés syndicales, moins de liberté de la justice, moins de liberté de la presse et d'expression, moins de libertés pour les femmes, plus de racisme, plus de répression des contestations populaires, le SNETAP-FSU doit plus que jamais porter la question de l'unité et de la coalition de toutes les forces antifascistes. Contre la structuration, l'implantation des ED sur l'ensemble du territoire, contre des groupuscules fascistes violents, une opposition massive doit se construire. Nous devons nous réapproprier les espaces publics pour résister, nous battre ensemble.

Nous devons intégrer dans nos pratiques quotidiennes le soutien aux médias, aux maisons d'édition, aux librairies indépendantes. Nous devons renforcer tous nos liens avec les acteur·ices de l'éducation populaire et avec VISA pour informer au lieu de laisser désinformer. Nous devons protéger et soutenir tous et toutes les militant·es menacé·es par l'extrême droite.

Conscient de ses responsabilités dans la lutte nécessaire contre l'ED, le SNETAP-FSU créera un groupe de travail spécifique dans l'année à venir , en

tout état de cause avant les présidentielles , groupe de coordination d'actions contre les extrêmes droites.

Contre la montée des actes et paroles racistes, xénophobes, homophobes, transphobes, sexistes, validistes, grossophobes et décomplexés dans l'école, le SNETAP-FSU soutiendra les victimes : collègues et élèves. Il appelle également à soutenir et participer en Bourgogne Franche Comté aux manifestations du 1er mai qui s'opposent à la tenue du meeting du RN.

Contexte politique au lendemain des élections municipales et à l'approche des présidentielles

Les élections municipales ont été marquées par un taux d'abstention élevé. L'inversion de la réalité en déplaçant le cordon sanitaire républicain à droite et à l'extrême droite ainsi que la fabrique de la confusion ont fonctionné. Elles disent aussi comment la gauche a trop longtemps oublié les habitant·es et militant·es des quartiers populaires, si ce n'est à la veille d'élections. Elles disent aussi comment l'éducation, le Service Public, les politiques agricoles et environnementales ont été trop peu au cœur des débats.

A un an des présidentielles, ce climat délétère qui s'installe, nous devons le combattre par l'organisation collective, par la solidarité, par la mobilisation, par l'occupation des espaces, et dans un an dans les urnes et porter nos mandats et ceux de la FSU. Au sein du comité de défense et de promotion de l'enseignement agricole, le SNETAP-FSU portera ses mandats afin qu'ils soient au cœur des échanges pour ces prochaines échéances électorales.

Crise économique et régression des droits : résister et défendre de nouveaux droits.

Dans le contexte géopolitique actuel, les conséquences économiques sont multiples. La flambée des cours des hydrocarbures et la situation inflationniste pénalisent durement et gravement une grande partie des ménages alors que le taux de chômage repart à la hausse, notamment chez les jeunes. Face à cette situation, le SNETAP-FSU doit porter l'exigence d'une politique salariale ambitieuse et d'une justice sociale et fiscale en mettant à contribution les plus riches.

Dans la fonction publique, nos droits sont aussi menacés, preuve en est le projet de décret qui envisage de réduire les droits à autorisation spéciale d'absences pour raisons familiales ou parentales. Les droits au temps partiel thérapeutique sont aussi menacés.

Le SNETAP-FSU et sa fédération continuent au contraire d'exiger des droits étendus en accord avec les légitimes aspirations des travailleurs·es en termes de protection, conciliation de temps de vie et égalité professionnelle.

Crise agricole : Stop à la criminalisation des paysan·nes qui nous nourrissent.

Aux difficultés que vivent les paysan·nes (la question des revenus, sur l'acquisition du foncier, l'installation, ...) est venue s'ajouter la crise sanitaire de la DNC (dermatose nodulaire contagieuse). L'absence de dialogue et la mauvaise gestion de crise par la ministre de l'agriculture, le manque d'anticipation pour dispenser des campagnes de

vaccination massive (pour des raisons logistiques et budgétaires) ont été les principales raisons de cette colère. Malheureusement cette crise a révélé encore plus ouvertement les récupérations politiques de l'extrême droite, a mis au grand jour les actions violentes de la CR contre les biens publics et bâtiments publics, et les menaces contre les agent·es de l'État et les vétérinaires. **Le SNETAP-FSU a dénoncé les deux poids deux mesures dans la gestion de l'ordre public par les forces de l'ordre.** Quand la FNSEA, pour protester contre le MERCOSUR, peut entrer dans Paris en tracteur sans aucun empêchement et encercler l'Assemblée Nationale durant une nuit, les camarades de la Confédération paysanne en manifestation à Paris contre ce même MERCOSUR sont elles et eux violemment arrêté·es et mis·es en garde en vue.

Un collectif STOP MERCOSUR, dont la FSU est partie prenante, continue la bataille contre cet accord de libre échange qui va s'appliquer de manière provisoire, malgré la résolution du Parlement européen du 21 janvier. Cette résolution le renvoie devant la cour de justice de l'Union Européenne, suspendant le processus de ratification. **Plus largement, le SNETAP-FSU rappelle son opposition aux accords de libre échange (CETA, TAFTA, futurs traités avec l'Inde et l'Australie).**

La colère du monde agricole s'est étendue au milieu universitaire avec les mobilisations et blocages par les étudiant·es d'AgroPatisTech soutenu·es par la Confédération paysanne. Dans leur manifeste, elles et ils dénoncent notamment une collusion entre la FNSEA et le gouvernement. Le rôle et l'entrisme de l'agro-industrie dans la prise de décision de l'école est aussi un mandat de lutte pour dire " Stop cogestion". **Le SNETAP-FSU a soutenu et soutient les étudiant·es d' agro en lutte !** Face aux enjeux écologiques mondiaux sur fond d'un dérèglement climatique qui s'accélère, il convient aujourd'hui de mettre en perspective tous les combats écologiques et la politique pour penser l'écologie politique et antiraciste, pour porter une écolère constructive.

En France, que ce soit la loi Duplomb 2 ou le projet de loi d'urgence agricole, les politiques font fi des mobilisations historiques, des dangers pour la biodiversité et la santé des humains que constituent l'autorisation des pesticides néonicotinoïdes ou d'insecticides. C'est une insulte à la démocratie et à l'humanité dans son ensemble. Sans surprise, le projet gouvernemental a une ligne directrice avec les termes productivité, compétitivité, simplification des normes comme principe. Dans ce projet, des biens communs comme l'eau sont confisqués, des espèces animales considérées comme prédatrices sont menacées. C'est un projet qui oppose au lieu d'unir, illustré par les propos de la ministre Genevard au Salon international de l'agriculture "je lutte pied à pied depuis le premier jour de mon arrivée contre la pensée de nos apprentis sorciers de la décroissance".

A cet effet , le SNETAP-FSU poursuit résolument son travail avec des collectifs de défense de l'environnement, associations de consommateur·rices et des syndicats alliés, pour construire le rapport de force nécessaire, pour porter des propositions qui n'opposent pas les intérêts des agriculteur·trices à celles et ceux des citoyen·nes et qui répondent à l'urgence agroécologique, alimentaire et sociale .

Le SNETAP-FSU continue à s'opposer à tous les projets qui présentent un danger pour la biodiversité, pour la santé humaine comme animale. Contre l'aveuglement des élites devant les injustices sociales et environnementales criantes, il entend prendre sa part dans l'organisation des colères populaires

pour transformer la sidération en action et en espoir. Il porte dans toutes les instances la santé et la sécurité environnementale, et entend bien aider et soutenir tous les travailleur·ses de l'enseignement agricole et maritime public soumis·es aux risques environnementaux et aux maladies associées. Il soutient et appellera ses membres à participer aux actions pour un Printemps bruyant le 4 avril à Paris.

Services publics : faire un syndicalisme de terrain pour les protéger.

Cette nouvelle ère du capitalisme se caractérise par des politiques que l'on doit qualifier aujourd'hui d'illibérales ou d'ultra capitalistes autoritaires. La droite et les extrêmes droites capitalisent sur les colères et le désespoir social des citoyen·nes. Les ED ne veulent ni services publics, ni fonctionnaires, et s'attaquent aux subventions municipales. La FSU, avec le collectif "nos services publics", a mené une campagne pour les élections municipales avec 14 exigences pour les services publics locaux (défense de l'école publique, nationalisation de l'enseignement privé, bâti scolaire...). Dans cette lignée, **nous avons le devoir de porter des exigences fortes pour les échéances électorales présidentielles de l'année prochaine. La casse des services publics avec des baisses budgétaires considérables dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture, de la recherche, de l'emploi, de la justice, de la protection de l'enfance affaiblissent et mettent à mal les missions d'intérêt général au service du plus grand nombre.** Une France très divisée se dessine : la France rurale contre la France urbaine, la France des pauvres contre celle des riches, la France des Outre Mer contre celle de l'Hexagone. Les choix fiscaux sont des choix politiques et idéologiques et ce "grand détournement d'argent public" prive les services publics de fonds publics pour investir ou bien pour augmenter les salaires des fonctionnaires et contractuel·les. **Pour les agent·es, cette casse contribue à une perte de sens du métier et nourrit un sentiment de déclassement.**

Aujourd'hui, la poussée de l'extrême droite dans notre pays n'est pas sans lien avec l'affaiblissement voire l'abandon des services publics à toutes les échelles : locales, territoriales et nationales. **Moins de droits à une bonne santé, une bonne éducation, une bonne alimentation, une bonne qualité environnementale....pour tous et toutes sur l'ensemble du territoire crée une ségrégation dans les droits essentiels qui nourrit les populismes, les haines et le racisme.** Des services publics forts sont plus que jamais des remparts contre la montée du fascisme.

Le SNETAP-FSU participera à tous les combats et toutes les actions de lutte contre les suppressions d'emploi, dont celles contre les suppressions dans l'éducation. En Elan Commun, il appelle notamment à participer aux actions de mobilisations le 31 mars prochain avec sa Fédération et l'Intersyndicale de l'éducation nationale.

Les élections professionnelles de décembre 2026 seront l'occasion de rappeler notre attachement aux services publics, notre volonté de redistribution des richesses, d'augmentation des salaires, d'amélioration des conditions de travail contre un Etat qui renonce à l'intérêt général.

Egalités : porter un syndicalisme féministe fort

La journée internationale de lutte pour les droits des femmes a, cette année plus encore que les précédentes, donné à voir de belles manifestations partout dans le pays. Des milliers de personnes se sont rassemblées pour gagner l'égalité et combattre le fascisme. Le combat pour la défense des droits des femmes est d'autant plus important que, dans un monde en guerre et en proie aux extrêmes droites, elles en sont les premières victimes. L'exposition des femmes aux inégalités salariales, aux carrières mal considérées et souvent hachées, aux violences sexistes et sexuelles, nous imposent de porter un syndicalisme féministe fort. Les pressions "des nouvelles femmes de droite", militantes se revendiquant d'un nationalisme féminin et identitaire au travers de collectifs tels que "les Caryatides" ou "Némésis" se multiplient. Elles ethnicisent la cause des femmes en développant une rhétorique du "racisme anti-blanc" et en désignant l'exilé comme l'ennemi. **Le SNETAP-FSU est fondé à s'engager et agir pleinement au côté de toutes les associations, collectifs qui portent l'idéal politique d'émancipation et d'égalité.**

Le masculinisme est une menace pour l'ordre public. Ce phénomène sous-estimé aujourd'hui dans le débat public et pourtant c'est un mouvement structuré, politisé, doté de relais économiques, politiques, financiers parfois violents dont les liens avec la droite radicale et l'extrême droite est montré.

Il est un danger pour notre pacte démocratique et la cohésion de notre société. Selon la présidente honoraire de la Ligue des Droits de l'Homme, le phénomène s'inscrit dans une dynamique internationale. Aujourd'hui le haut conseil à l'égalité recommande d'intégrer le terrorisme misogyne dans les doctrines de sécurité.

Le SNETAP-FSU contre l'offensive de groupes réactionnaires continue de rappeler avec force la priorité à donner pour l'enseignement de l'EVARS et pour l'EMC. Il prendra toute sa part dans les travaux qui s'ouvrent dans le cadre du plan d'action pour favoriser la place des femmes en agriculture, un enjeu fort pour nos établissements.

Les luttes locales et nationales pour la justice sociale, féministe, climatique, antiraciste et décoloniale doivent s'articuler entre elles et être renforcées. Cette intersection des luttes dans l'idée d'une autodéfense nous donne la responsabilité d'agir ensemble, de ne pas faire le choix de la peur du lendemain mais aussi de donner l'espoir d'un monde sans la haine de l'autre à l'école et dans la société.

L'École Macron, une école sans boussole

Le bilan éducatif des années MACRON sera et est déjà triste à faire tant sur le fond que sur la forme, ils auront essayé de tout casser et vice et versa. Ainsi en plus des contre réformes dans tous les sens (Bac BLANQUER, choc des savoirs, réforme de la voie pro, PACTE...), ce sont aussi tous les changements et demi tours et autres figures incompréhensibles qui ont fragilisé et exaspéré les personnels de l'enseignement agricole et maritime public.

Mais les dégâts sont là et deux mandats auront suffi pour installer durablement le malaise dans les établissements. Dans le champ pédagogique les contre-réformes ont fini par s'éteindre, faute de main politique suffisante pour tenter de continuer à les imposer. Mais c'est sur le plan du budget consacré à l'éducation et à la formation que la situation est la plus critique. En effet, les engagements gouvernementaux à refaire

de l'Éducation la priorité de la nation n'auront guère fait plus long feu que le passage de F.Bayrou à l'Hôtel Matignon... Ainsi, ce ne sont pas moins de 4000 postes qui sont en passe d'être supprimés au niveau de l'Éducation Nationale. L'EA est censé se contenter de 14 créations d'emplois d'enseignant·es (sur 40 ETP programmés en LF 2026) , après les 45 supprimés, "par inadvertance", l'an passé (sic) ! Les communautés éducatives se mobilisent depuis plusieurs mois déjà sans que le gouvernement Lecornu n'en fasse cas, ce qui a conduit l'Intersyndicale de l'Éducation à appeler à une semaine nationale d'action en ce printemps 2026. Même baisse drastique des crédits du côté de la formation continue : les crédits du plan d'investissement dans les compétences (PIC), décliné à l'échelle régionale à travers les pactes régionaux d'investissement dans les compétences, sont **en baisse d'un tiers**. C'est 327 millions d'euros en moins par rapport à la somme contractualisée il y a trois ans entre l'État et les régions. Les régions n'obtiennent ainsi que 67% des sommes initialement prévues, ces coupes drastiques ne pouvant par suite se traduire que par des suppressions de places de formation, des difficultés financières des centres de formation et des suppressions d'emplois. Inacceptable... **Le SNETAP FSU doit s'engager pleinement dans les prochaines semaines dans une mobilisation à différentes échelles (nationale auprès de l'État et de l'association des régions de France et régionale vers les collectivités) pour réclamer des moyens pour former salarié·es et demandeurs·euses d'emploi et pour que la LOSARGA ne reste pas une coquille vide.**

Un EAP toujours debout... mais encore sous-doté et malmené au regard des enjeux

Alors même que l'heure devrait être (enfin) à accueillir le plus grand nombre de jeunes dans l'EAP, faute de créations d'ETP en nombre (le rapport d'opportunité de la LOSARGA en mentionnait 200 pour espérer atteindre l'objectif de +30% de formé·es dans l'EA d'ici 2030), la DGER continue de répartir une DGH du pauvre... Le SNETAP-FSU en Élan commun ne laissera pas faire. Nous avons empêché la fermeture de l'EPL de Velet, ce n'est pas pour regarder des établissements ruraux tomber et être rayés de la carte sous couvert d'économies d'échelles commodées et à courte vue. Non, nos EPL n'ont pas à être fusionnés au détour d'une prétendue loi de simplification !

De même, la première génération de bachelors agro arrive ... Et force est de constater qu'avec ces 26 premiers bachelors agro pour la rentrée 2026, seulement 3 sont en voie scolaire et 2 en apprentissage. Les 21 autres seront en mixage total ou partiel des publics et en partenariats publics-privés plus ou moins hérités des anciennes licences professionnelles... **Le SNETAP-FSU doit continuer à se doter de mandats forts pour endiguer cette brèche de la marchandisation de l'École qui nous rattrape via cette 3ème année après le bac.**

Au rang des combats prioritaires, nos élèves de la voie professionnelle sont également malmenés et pour tout dire peu considérés : tant au niveau de la nature de l'épreuve de contrôle, que de la transformation univoque de la spécialité LCQ ou CGEH... Le passage en force inacceptable ne peut rester sans réponse. Le dialogue social ici comme à de trop nombreux endroits ne fonctionne pas. **Le SNETAP-FSU appellera dans les prochaines semaines à des fortes mobilisations pour renouer ce dialogue avec la Ministre et son Cabinet. Il appellera ses membres à aller directement à la rencontre de la Ministre sur le terrain afin qu'un dialogue "plus**

facile” puisse être enclenché et que les acteurs·rices de terrain puissent clairement être entendu·es par Madame la Ministre.

Les derniers mois ont également été marqués par de nouvelles atteintes aux libertés pédagogiques. **Le SNETAP-FSU continuera d’agir également contre ses menaces face à la liberté pédagogique en portant la nécessité d’un observatoire (issu du CNEA) sur cette notion essentielle dans le code de l’Éducation, encore récemment fragilisée que ce soit par l’administration, elle même ou par des organisations professionnelles.**

Au niveau des CFA CFPPA, il se confirme que l’amélioration des conditions de travail des agent·es n’est toujours pas une évidence partagée... Avec l’Intersyndicale (Elan Commun, FO) nous poursuivons une négociation pour aboutir à un accord sur le temps de travail avant l’été. Si tel n’était pas le cas, nous prendrons acte de l’arrêt des négociations et nos responsabilités en appelant à la mobilisation des personnels et à l’arbitrage de la ministre de l’agriculture !

Du côté des agent·es sur poste gagés ex-PNA, nous avons de nouveau assisté ces dernières semaines (à l’approche de la mobilité 2026) à de nouvelles tentatives d’invitations à “dégager”, comme ce fut déjà le cas l’an passé, suite à une condamnation du ministère réitérée par le Conseil d’État. Cette fois la DGER a durci sa politique de façon scandaleuse. **L’Intersyndicale doit reprendre contact avec le cabinet de la ministre, le SRH et la DGER.**

Pour la société et pour l’Enseignement Agricole et Maritime public, 2026 doit nous permettre de construire résolument avec le mouvement social et citoyen des exigences fortes sur les services publics, l’Ecole, l’agriculture, l’alimentation de demain... cela en vue de peser sur une présidentielle pas comme les autres car sous bien des aspects celle-ci se situe, redisons-le, à un moment de bascule qui nous oblige !